

Je t’aime, moi non plus.

François Hollande espère modifier les positions allemandes avec l’aide des autres Etats membres, voire des institutions communales. En vain. A chaque fois c’est au sein du couple franco-allemand que se préparent les décisions européennes. Pourquoi? Mécaniquement, il ne peut pas y avoir de majorité au Conseil européen si la France et l’Allemagne ne sont pas dans le même camp. Elles entraînent avec elles des partenaires qui ont la même vision, voire les mêmes intérêts.

Les deux pays les plus peuplés de l’Union représentent près de la moitié de l’économie continentale européenne et 47% des 394 milliards d’euros de fonds de secours offerts en garantie à la Grèce, l’Irlande et le Portugal (27% pour l’Allemagne, 20% pour la France). En matière financière, rien n’est possible si les deux pays ne sont pas d’accord, notamment, pour faire face aux urgences. Leurs influences et leurs capacités d’action sont, par ailleurs, souvent complémentaires dans nombre de domaines.

Est-ce pour autant que la France et l’Allemagne forment un directoire en Europe?

Non, car leurs positions sont rarement identiques et ce n’est qu’après d’intenses discussions qu’un compromis peut être trouvé, généralement proche de ce qui est acceptable par tous les membres de l’Union.

Car il ne servirait à rien, pour la France, d’isoler une Allemagne qui incarnerait «l’austérité» en lui faisant porter la responsabilité du refus d’une politique trop traditionnelle de relance par la dépense. Elle n’est pas seule en Europe à estimer qu’il ne saurait y avoir d’emprunts européens s’ajoutant aux emprunts nationaux (Eurobonds) sans une politique budgétaire et fiscale commune, ou, au moins, coordonnée. Le Conseil européen informel du 23 mai l’a montré. De même qu’il ne servirait à rien d’ignorer l’espoir porté par la France d’une politique européenne plus proche des attentes des citoyens des Etats en difficulté.

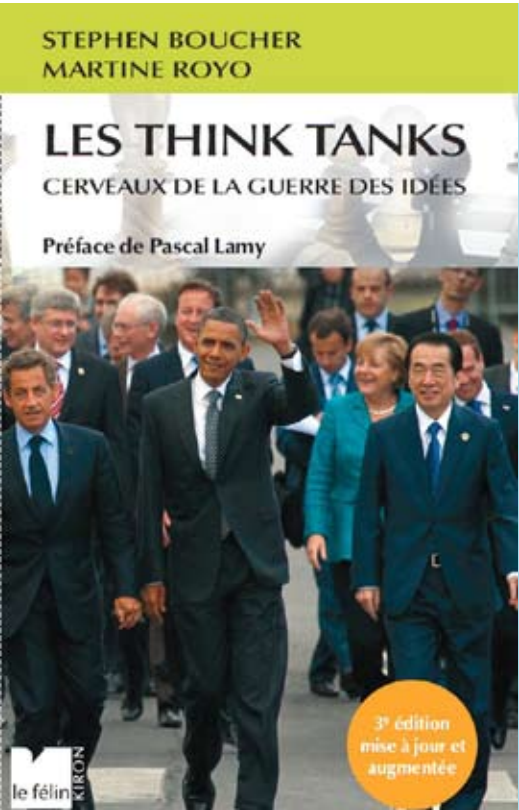
Les débats préparatoires au Conseil européen des 28 et 29 juin font resurgir des oppositions bien dangereuses. Il y a, en France un sentiment faux d’avoir concédé à l’Allemagne de strictes règles budgétaires, alors que depuis 10 ans on a cédé à la facilité. En Allemagne, puisqu’on l’a expérimentée avec succès, on estime que la rigueur est le seul remède applicable à tous les maux.

Les tensions franco-allemandes actuelles démontrent combien les deux partenaires ont divergé ces dernières années et combien ils feraient mieux, gouvernements, parlements, société civile, de discuter davantage de leurs différences, économiques, budgétaires, énergétiques, environnementales, diplomatiques et de défense, plutôt que de camper dans les incantations.

Les deux Etats ont trop longtemps considérée comme acquise une entente privilégiée nécessaire à la construction européenne. Il y a, évidemment, une dimension émotionnelle dans le franco-allemand. Comment pourrait-il en être autrement entre deux Etats qui se sont tant affrontés avant de choisir la raison de la coopération? Mais elle ne suffit plus à alimenter en carburant le moteur d’une Europe devenue largement incapable de décider. Ce sont donc les intérêts nationaux qu’il faut encore rapprocher. Un nouveau traité en 2013, 50 ans après celui de l’Elysée, devrait, cette fois-ci, aller plus loin et entrer dans les détails d’une vision partagée de l’avenir européen. Cela nécessite beaucoup plus de travail que de postures politiques.

Pour le futur de l’Europe, il n’y a pas d’alternative, ni à l’Est ni au Sud. L’entente franco-allemande doit toujours être un préalable, parce qu’elle est indispensable.

Jean-Dominique GIULIANI



Crise financière, changement climatique, révolutions arabes, expansion économique chinoise, mutations technologiques, transition énergétique... le monde s’emballe. Qui aide les décideurs politiques à anticiper, réagir, innover dans un contexte toujours plus instable? Depuis les années 1980, les think tanks, ces ‘réservoirs d’idées’ politiques, se multiplient et montent en puissance dans le monde entier, en Occident mais aussi en Chine, en Inde ou en Russie et dans les pays émergents. Peu visibles, ils sont près de 6.500 dans le monde, 2.000 au sein de l’Union européenne, dont près de 200 en France. Qui sont-ils? Qui les dirigent? Quelles solutions défendent-ils? Leurs idées sont-elles innovantes ou de simples instruments de propagande idéologique? Comment fonctionnent ces cercles d’influence? Qui les finance? Quelles sont les ramifications entre monde politique, think tanks et monde économique? Ont-ils un impact lors des élections?

Les auteurs: Stephen Boucher est directeur au sein de la Fondation européenne pour le climat. Diplômé de Harvard et Sciences Po Paris, il a codirigé le think tank ‘Notre Europe’, a été conseiller auprès du gouvernement belge et consultant en lobbying à Bruxelles et à Londres.

La journaliste Martine Royo a collaboré à l’AFP, puis dirigé le service étranger du Nouvel Économiste et des Échos. Diplômée de l’Institut de hautes études internationales de Genève, elle travaille pour plusieurs ONG.

Le préfacier, Pascal Lamy, est directeur général de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et ancien Commissaire européen au Commerce International. Il a présidé le think tank ‘Notre Europe’.

Think tank

Experience the exceptional

Unique members’ clubs for culture, business, sport & well-being


Be More

www.aspria.be